D'autre part, quelques sénateurs songeraient à choisir un candidat en dehors du Parlement; mais nous ne relatons le fait que pour ne rien omettre, car cette proposition sera écartée.

M. Challemel-Lacour a dit nettement qu'il déclinait toute candidature. Moins précis, M. Waldeck-Rousseau *s'est borné à dire en entrant à ceux de ses collègues qui* l'interrogeaient, qu'il n'était pas candidat.

En séance, la gauche tout entière n'a cessé de souligner par ses rumeurs la lecture du message présidentiel. On peut dire que chaque phrase a provoqué des murmures.

Somme toute, le désarroi est complet, et, à ce propos, il faut mentionner un joli mot — attribué à M. Dupuy — qui était colporté dans les couloirs du Luxembourg et provoquait les colères des membres de la gauche.

« *J'entends les pas d'un cheval,* aurait dit ce matin le président du Conseil ; mais je ne distingue pas encore les traits du cavalier. »

LES RÉUNIONS PRÉPARATOIRES DU CONGRÈS

Après la séance du Sénat, il y a eu une réunion plénière des groupes républicains du Sénat et on a procédé à un scrutin préparatoire pour désigner le candidat à l'élection présidentielle.

Voici les résultats du premier tour :

MM. Waldeck-Rousseau, 63 voix ; Henri Brisson, 54 voix : Loubet, 18 ; Challemel Lacour — non candidat — 17 ; Félix Faure, 7 ; Dupuy, 4 ; Magnin, 3.

Il faut, avant de se prononcer, attendre le deuxième tour qui a lieu en ce moment, et puis, il faut compter avec l'imprévu, avec la candidature qui peut surgir inopinément demain. En tout cas, il importe de remarquer que M. Brisson n'a eu que 54 voix contre 112 suffrages modérés.

Paris, 17 janvier. — Voici le résultat du 2e tour :

MM. Waldeck-Rousseau, 84 voix ; Brisson, 66 ; M. Waldeck-Rousseau est proclamé candidat.

M. Waldeck-Rousseau. — La réunion des députés et sénateurs de la gauche. — Le centre-gauche se retire

Paris, 17 janvier. — Les députés de gauche de la Chambre se sont réunis avec les sénateurs de la gauche, au Luxembourg.

Au début, M. Trarieux a annoncé qu'il était chargé par Mr Waldeck-Rousseau de dire que ce dernier déclinait toute candidature et conseillait à ses amis de voter pour M. Félix Faure.

L'extrême-gauche a alors mis en avant le nom de M. Brisson, comme candidature de conciliation (sic.)

Cette proposition a fort irrité les membres du centre gauche, *qui ont déclaré que,* puisqu'il en était ainsi, ils se retiraient de la réunion.

Après son départ, on a discuté les candidatures Félix Faure et Brisson.

La réunion, qui est singulièrement houleuse, menace de se prolonger.

Paris, 16 janvier. — La réunion des députés et sénateurs dont je vous parlais dans mon dernier envoi a abouti au procès-verbal suivant :

« Les membres des bureaux des gauches de la Chambre et du Sénat se sont réunis pour examiner si l'accord était possible sur le nom d'un candidat unique pour l'élection à la présidence de la République.

» Cet accord n'a pu s'établir, et deux candidatures semblent définitivement en présence : celle de M. Félix Faure et celle de M. Brisson ».

Ajoutons que ce dernier semble perdre des chances.

M. Waldeck-Rousseau accepte la candidature

Paris, 8 heures soir. — Nous apprenons que M. Waldeck-Rousseau, vivement sollicité par ses amis, revient sur sa décision première et accepte la candidature à la présidence de la République. Il vient d'en informer officiellement le président du Sénat.

Rappelons qu'à la réunion plénière du Sénat, M. Waldeck-Rousseau, au second tour de scrutin, a obtenu 84 voix, contre 66 à M. Brisson, 12 à M. Dupuy et 12 à M. Félix Faure.

Cette nouvelle est considérée comme extrêmement importante.

Dernières Nouvelles

Conversations mystérieuses
La question d'un coup d'Etat

Paris, 17 janvier. — Tout le monde est fort intrigué des deux conversations fort longues que M. Casimir-Périer a eues avec le Président du Sénat le 7 et le 15 de ce mois.

Certains qui dramatisent volontiers les choses croient qu'il fut question d'un coup d'Etat dans ces mystérieuses entrevues, et ils font remarquer à ce propos que le ministre de la guerre est le seul membre du cabinet que M. Casimir-Périer ait mandé hier au Palais de l'Elysée.

Or, nous répétons ce que nous disions hier, et nous croyons être d'autant mieux informés que nous avons été les *premiers* à connaître la visite du 7 — nous répétons que si M. Casimir-Périer a fait appeler spontanément, hier, le général Mercier, c'était uniquement pour l'inviter à prendre les mesures d'ordre nécessaires dans le cas où sa détermination soudaine provoquerait quelque incident.

Quant aux entrevues avec le président du Sénat, nous savons que M. Challemel-Lacour, interrogé à ce sujet, a répondu sèchement qu'il avait donné au chef de l'Etat les conseils qu'il croyait devoir lui donner et qu'il n'avait pas à en dire davantage.

Mais nous avons lieu de croire que dès le 7, M. Casimir-Périer avait confié à M. Challemel-Lacour son intention de démissionner, et que ce dernier avait répondu en soulevant l'hypothèse d'une dissolution.

Les candidats à la Présidence
La candidature de M. Waldeck-Rousseau

Paris, 16 janvier. — Comme nous vous l'avons télégraphié, M. Waldeck-Rousseau accepte la candidature à la Présidence de la République, et ce fait, comme nous l'indiquons dans notre dépêche de 8 heures, est d'un intérêt capital.

M. Waldeck-Rousseau, qui avait suivi avec soin toutes les phases de la crise ministérielle, *avait été surpris par la crise présidentielle*. Cet après midi encore, il était nerveux, hésitait, faisait les cent pas dans la bibliothèque, *mâchonnant une cigarette*, tiraillant sa moustache.

Ce n'est qu'après l'annonce du scrutin qui lui donnait 84 voix, et après l'insistance de ses amis, qu'il s'est rendu près de M. Challemel-Lacour pour lui annoncer qu'il acceptait la candidature. C'était par conséquent au moment de la réunion plénière des bureaux.

En raison de l'acceptation de M. Waldeck-Rousseau, la candidature de M. Félix Faure *passe naturellement* au troisième plan. M. Waldeck-Rousseau lui enlève les voix qu'il avait engagées à se reporter sur lui, et après avoir vu *M. Brisson contre M. Félix Faure,* on voit maintenant M. Waldeck-Rousseau contre M. Brisson.

Pourtant, M. Félix Faure interrogé sur le point de savoir s'il accepterait la candidature, n'a pas répondu non.

On ne peut pourtant tirer aucune conclusion ferme du fait des divers scrutins de la journée. Les précédents sont là, pour témoigner que les réunions dites plénières ne donnent que des indications sujettes à caution ; il est évident en outre que des efforts inouis ont été tentés à la Chambre en faveur de *M. Brisson, et que ces efforts* redoubleront demain. Les républicains estiment en effet que son austérité lui sera une force.

Il paraît évident que demain un tour de scrutin ne suffira pas; il faut en effet qu'un candidat obtienne la majorité absolue pour être élu.

Le premier tour donnera pourtant une indication, mais on sait qu'une surprise est toujours possible: un candidat outsider peut se produire et enlever la majorité ; dans cet ordre d'idées on peut citer les noms de MM. Loubet, Félix Faure, et, au dire de quelques uns, Méline.

Qui sait, en outre si, après le *premier* tour, ne surgira pas une candidature extra-parlementaire.

Au cas où, après les *premiers* tours, un accord ne se ferait pas, le meilleur pronostic serait peut-être celui que donnait aujourd'hui un républicain : « Si au quatrième *tour les* redingotes ne sont pas d'accord, on songera à un sabre! »

Paris, minuit et demi. — Les manœuvres continuent. De chaque côté des concurrents à la présidence de la République on cherche à s'enlever des voix. Les partisans de M. Brisson font réimprimer, pour la faire distribuer à la première heure, la plaidoirie que M. Waldeck-Rousseau prononça pour M. Eiffel.

On peut aussi considérer comme manœuvres des amis de M. Brisson la distribution d'un placard portant le portrait du général Mercier et lui donnant le titre de candidat national.

Evidemment on a voulu effrayer les timorés par la crainte de la dictature, et assurer ainsi leurs voix à M. Brisson.

Les modérés ne chôment pas de leur côté. Ils vont publier un discours que M. Brisson prononça il y a quelques années en faveur de la suppression du Sénat. On espère ainsi lui retirer une partie des voix du Sénat qui s'étaient portées sur lui. On va publier aussi un manifeste que *les élus de Paris firent paraître lors de la fermeture de* la Bourse du Travail, manifeste que signa M. Brisson.

En dehors de ces manœuvres, il en est une qui a été *commencée* cet après-midi par les radicaux contre M. Waldeck-Rousseau. Ils assuraient que ce dernier n'était nullement candidat, et que, de plus, il avait déclaré qu'il préférait être guillotiné (sic) que d'accepter le poste de président de la République.

Nous avons voulu voir M. Waldeck-Rousseau, qui a réduit à leur juste valeur ces bruits intéressés : « J'ai dit, en effet, nous a déclaré M. Waldeck-Rousseau, *que je n'étais pas candidat* ; on ne brigue pas de si hautes et si lourdes responsabilités, si un devoir étroit ne vous impose de les accepter ; on en reçoit *l'investiture* en se pénétrant du redoutable honneur qui vous est fait. »

Cela a été dit avec une correction parfaite, mais qui ne laisse aucun doute sur les intentions de M. Waldeck-Rousseau qui, s'il n'est pas candidat, se laisse porter et acceptera la mission qu'il plaira au Congrès de lui confier.

D'autre part, nous recevons à minuit communication de la note officieuse suivante qui confirme nos renseignements particuliers:

« A la suite des différentes réunions qui ont eu lieu au Sénat, MM. Cordelet, Labiche et Dussolier, présidents des groupes républicains du Sénat, se sont rendus ce soir auprès de M. Waldeck-Rousseau, et lui ont, de nouveau et avec insistance, manifesté l'intention de leurs amis de voter pour lui.

» On considère comme certain qu'à la suite de cette démarche, en présence des votes des groupes sénatoriaux et des manifestations d'un grand nombre de députés républicains, M. Waldeck-Rousseau a définitivement accepté la candidature à la présidence de la République ».

Candidature de protestation

Paris, 1 h. 30. — On a été très étonné du nombre de voix recueillies au Sénat par M. Brisson, et surpris des progrès rapides de cette candidature dans certains milieux d'ordinaire peu favorables.

L'explication en est tout entière, croyons-nous, dans la colère causée par la défection de M. Casimir-Périer, colère qui, transformée en rancune, favorise M. Brisson toujours désigné comme l'adversaire de M. Casimir-Périer.

Si M. Brisson est élu, c'est beaucoup à cette circonstance qu'il le devra; sa candidature prend un caractère de protestation.

La candidature du général Mercier

Paris, 16 janvier. — Nous avons sous les yeux un placard annoncé, prônant la candidature à la Présidence de la République du général Mercier, ministre de la guerre.

Cette affiche porte en tête et en gros caractères, au dessous du portrait du général, les mots suivants :

« A l'Assemblée nationale. Un général patriote. Candidature du général Mercier ».

Suit une proclamation signée : « Un groupe de patriotes, » dans laquelle il est dit que le ministre de la guerre a refusé de se prêter au coup d'Etat, rêvé par M. Casimir-Périer, qu'il est le candidat des patriotes, des honnêtes, de tous ceux qui veulent l'institution de l'ordre à l'intérieur, la dignité et la sécurité du pays à l'extérieur.

Le texte de la proclamation est la reproduction d'une note qui paraissait en tête de la *Cocarde* aujourd'hui.

On dit que les propagateurs de ce mouvement tiendront réunion ce soir au Tivoli-Vaux-Hall.

La proposition de révision de M. Michelin

Paris, 18 janvier. — M. Michelin manifestait aujourd'hui l'intention, dans les couloirs, de reprendre demain au Congrès sa proposition de révision, que le président de la Chambre a refusé de *mettre en discussion aujourd'hui*.

Comme on lui objectait qu'elle aurait le même sort, que M. Challemel-Lacour lui refuserait la parole : « Il ne pourra me l'interdire sur le procès-verbal. Je me propose bien de soulever un incident coûte que coûte. Il faudra bien que l'on m'entende. »

Rappelons que déjà, lors de la dernière élection présidentielle, M. Michelin fit une tentative semblable, et qu'elle n'obtint pas précisément le succès que s'en promettait son auteur.

Le cas des socialistes indisponibles

MM. Jaurès et Rouanet, expulsés de la Chambre, on *sait dans quelles conditions, seront admis à l'Assemblée* nationale : ainsi l'a décidé M. Challemel-Lacour.

Pour M. Mirman, le général Mercier déclare que la chose ne le regarde pas, et a renvoyé MM. Viviani et Millerand à M. le président du Conseil qui les a priés de voir M. Challemel-Lacour qui ne s'est pas prononcé.

Pour M. Gérault-Richard, détenu à Ste-Pélagie, pour M. Carnaud détenu à Roanne, M. Guérin n'a pris aucune décision.

La composition du Congrès

Légalement, le Congrès se compose de 300 sénateurs et de 581 députés ; mais, en fait, il y a 7 sièges vacants au Sénat et 4 à la Chambre, soit 11 au total, de sorte que *le maximum du nombre des membres du Congrès sera* de 870.

Si l'on s'en rapporte aux précédents, il faut s'attendre à voir le vote réunir à peu de chose près 840 suffrages : il faudra donc environ 420 voix pour la majorité absolue.

Les appréciations des journaux

Paris, 15 janvier. — Du *Figaro* de demain :

« M. Casimir-Perier montre l'égoïsme du millionnaire que sa fortune consolera des déboires de la politique. Nous l'oublierons comme nous avons oublié le soldat condamné l'autre jour par ses pairs.

« Allons au Congrès sans regarder en arrière ; l'homme *et sa nuance nous importent peu : S'il a de l'honnêteté,* du bons sens et du patriotisme, nous serons avec lui. »

Du *Soleil* de demain ;

« Le jour où la France désabusée de la République se tournera vers le prince, que les républicains ont condamné à l'exil pour le punir d'avoir dans ses veines le sang d'une famille de rois qui ont fait la France; ce jour-là, qui peut arriver plus tôt qu'on ne le peuse, le prince viendra.

» Et quand il sentira le cœur du pays battre à l'unisson *du sien, il aura la force de triompher de tous les obstacles*, avec l'aide de Dieu, par la monarchie nationale, pour le Christ et la France comme on disait dans le temps où l'on avait le courage et la foi. »

Dans un filet de la dernière heure, la *Petite République* fait un grief sérieux au candidat Waldeck-Rousseau d'avoir banqueté et conféré ce soir sur la situation avec MM. Jules Roche, Edward, directeur du *Matin*, et Magnier directeur de l'*Evénement*.

Les appréciations des députés socialistes

Paris, 16 janvier. — De la *Petite République* de demain :

« Si par impossible le choix du Congrès se portait sur M. Waldeck-Rousseau, nous demanderions la publication sténographique de la séance au cours de laquelle *la commission d'enquête* entendra la justification de M. Waldeck-Rousseau indissolublement liée à celle de M. Raynal *et de M. Baïhaut, au sujet des conventions* avec les compagnies de chemins de fer. »

Du même journal, sous la signature de M. Jaurès et sous le titre : « Coup d'Etat posthume: »

« Après avoir jeté par sa démission le ridicule sur son parti, il jette par son testament le soupçon sur ses successeurs.

» Tous ceux qui ne seront pas protégés par une réputation incontestée de démocrate et de républicain, tous ceux qui appartiendront au même groupement politique que *M. Périer seront justement suspectés de vouloir* appliquer son programme *in extremis*, le plus violemment réactionnaire de tous les programmes. »

Plus loin, M. Vaillant écrit : « Avec un Président de résistance, par cette résistance même le mouvement croîtrait ; plus elle serait grande, plus il prendrait le caractère révolutionnaire. Avec un président radical, les chances d'évolution républicaine pacifique grandiront. »

L'impression au Vatican

Paris, 15 janvier. — Au Vatican, les dépêches de Paris ont produit la plus vive émotion. Le Saint-Père, dont l'état de santé est amélioré, a demandé que les nouvelles lui soient communiquées au fur et à mesure de leur arrivée.

Le cardinal Rampolla a télégraphié au nonce de le tenir au courant, heure par heure, surtout en ce qui concerne les candidatures, et tout spécialement demain, du résultat définitif du congrès.

M. Lefebvre de Béhaine s'est rendu cet après-midi à la secrétairerie d'Etat.

Les influences de famille à l'Elysée

Le côté mystérieux

Paris, 17 janvier. — Voici, d'après ce que nous apprenons, les incidents qui ont précédé la démission :

Il semble résulter de renseignements puisés à des sources multiples, que la décision de M. Casimir-Périer n'est pas un coup de tête subit; il y a déjà plusieurs jours qu'il l'avait arrêtée; nous tenons d'un ami de M. Clémenceau que ce dernier avait été avisé par une *personne de l'entourage familial de M. Casimir-Périer* de l'état d'esprit de ce dernier, qui le lui avait suggéré.

Comment lui était-elle venue ? Ce n'est pas le moment de soulever ce coin encore mystérieux de la présidence de M. Casimir-Périer; mais, pour beaucoup, il y a quelque chose là-dessous, et l'histoire des derniers jours de cette présidence sera assez curieuse, paraît-il, à être connue.

A TRAVERS PARIS

A l'Elysée

Paris, 16 janvier. — Durant toute la nuit, une assez vive animation a régné à l'Elysée. Les fenêtres des appartements personnels du président sont restées allumées jusqu'au jour.

Ce matin, à la première heure, la consigne la plus sévère est donnée. Défense absolue de recevoir personne.

La maison civile et militaire reste en permanence autour du Président. Aucun groupe aux abords du palais. Les camelots crient dans la rue la démission de M. Casimir-Périer.

Avant son élection, le Président habitait 23, rue Nitot, le premier étage de l'hôtel dont sa mère occupe le rez-de-chaussée. Cet hôtel fait l'angle de la place des Etats-Unis.

Ce matin, les domestiques personnels du président sont venus préparer ses anciens appartements. La surprise a été grande à l'hôtel. Rien n'avait fait prévoir ce qui arrive. Dimanche soir, suivant son habitude, M. Casimir-Perier était venu dîner chez sa mère. Et rien n'avait transpiré ce soir-là de sa détermination.

A l'Elysée, on se montre très frappé, paraît-il, de l'accueil fait à cette détermination par la presse et le public. On a pu constater, en effet, qu'elle est l'objet d'une réprobation universelle.

Place Beauvau

La plupart des sénateurs et des députés n'ont appris que ce matin la nouvelle.

A partir de dix heures ils se succèdent au ministère de l'Intérieur. Dans l'antichambre des groupes se forment et les commentaires sont très animés.

Diverses versions circulent. Pour les uns, c'est M. Challemel-Lacour qui aurait indiscrètement causé la retraite du Président de la République, en lui donnant des *indications et des conseils qui auraient vivement impressionné* M. Casimir-Périer.

D'autres disent que M. Casimir-Périer a préféré se retirer que de gracier M. Gérault-Richard, grâce qui lui aurait été imposée par un cabinet radical. Ce serait le côté personnel de la démission.

A l'Hôtel-de-Ville

L'Hôtel-de-Ville est calme. Le coup de théâtre a pris le conseil municipal au dépourvu. Dans les couloirs on *commente assez froidement la nouvelle*.

Ce calme, ce sang-froid contrastent d'une façon curieuse avec l'effervescence qui régnait dans ce même Hôtel-de-Ville en 1887, après la démission de M. Grévy.

On sait que le Conseil municipal faisait alors appel à l'émeute pour empêcher l'élection de M. Jules Ferry.

Des mesures militaires avaient été prises. On avait établi entre l'Hôtel-de-Ville et la caserne Lobau une communication souterraine pour permettre, le cas échéant, l'occupation militaire de la maison commune.

Cependant quelques conciliabules se tiennent dans les différents groupes et l'on peut prévoir que des réunions seront tenues ce soir où l'on examinera les diverses questions auxquelles donne lieu l'ouverture du Congrès ainsi que les éventualités qui en résultent.

Dans le public

La mauvaise impression causée dans le public par la brusque démission de M. Casimir-Périer, n'a fait que s'accentuer aujourd'hui. Beaucoup de gens qui n'ont appris que ce matin la nouvelle, refusaient d'abord d'y croire.

Si la personne du Président n'était pas sympathique à tous, on s'était habitué partout à le considérer comme *un homme résolu et tenace*.

On attendait de lui d'autres manifestations d'énergie.

Le jugement de l'opinion est très sévère. On ne s'entretient partout que de la stupéfiante nouvelle. Dans la rue, des groupes se forment : on y discute avec animation.

A Montmartre et à Belleville, dans les quartiers excentriques, la *démission n'a causé que peu de surprise*: elle est considérée comme un triomphe des députés socialistes.

Dans le 13e arrondissement, où a été élu M. Gérault-Richard, la démission de Casimir-Périer est plus vivement commentée.

Sur les boulevards et dans les quartiers du centre, tous les passants s'arrachent les journaux et lisent avidement les dernières nouvelles. Une foule nombreuse stationne devant les bureaux de rédaction des journaux.

Dans les milieux socialistes on annonce pour ce soir des réunions, mais il est bien vraisemblable que tout se bornera à quelques discours et qu'il n'y aura pas de manifestation extérieure.

A VERSAILLES

On sait que le Congrès pour l'élection du successeur *de M. Casimir-Périer se réunit demain à Versailles*. Toutes les troupes de la garnison sont consignées jusqu'à nouvel ordre. Au palais du Congrès, les ouvriers travaillent, depuis ce matin 7 heures, à l'aménagement de la salle des séances.

EN PROVINCE

En province l'impression reste très vive. A Marseille et à Saint-Etienne, où le nombre des socialistes est plus grand, il y a une certaine effervescence.

A L'ETRANGER

Partout à l'étranger la démission de M. Casimir-Périer a *causé une véritable stupeur aussitôt suivie d'une émotion* considérable. On s'y fait en effet une idée tout autre du devoir d'un chef d'Etat.

La situation est jugée comme très grave en France. Le public se presse avec une curiosité avide dans les rues, dans les cafés en quête des nouvelles.

EN ALLEMAGNE

Les journaux ne commentent pas encore la nouvelle, mais dès ce matin, elle était connue à Berlin ; l'empereur en était informé télégraphiquement à la première heure.

Dans la matinée, il s'est rendu chez l'ambassadeur de France, M. Herbette, avec qui il a eu un long entretien. Pour atténuer l'effet de cette visite, le souverain s'est également rendu à l'ambassade de Russie.

Dans le monde politique et dans le public, l'émotion est considérable. On commente avec animation, l'événement.

EN AUTRICHE

La nouvelle cause un vif étonnement. Elle est diversement commentée. On la considère comme très grave.

LA DÉMISSION
ET LA PRESSE

La *Liberté* s'exprime ainsi :

« Comment M. Casimir-Périer, en se retirant brusquement, n'a-t-il pas songé davantage à l'effet de sa démission sur l'avenir du grand parti d'ordre, de liberté et de progrès qui s'était groupé autour de lui et qu'il livre à tous les hasards d'une crise intense ? Comment n'a-t-il pas réfléchi à l'impression que sa retraite soudaine pouvait produire à l'étranger et quelle influence le spectacle de la mobilité du pouvoir en France pouvait exercer sur notre politique extérieure ? »

Le *Temps* dit :

« En réalité, le jugement à porter sur la décision de M. Casimir-Perier est secondaire et, pour ainsi dire, platonique. La question politique qui vient de s'ouvrir est autrement importante. Nous ne pensons pas que la République se soit trouvée dans un plus grave péril depuis l'aventure boulangiste. Nous reculons jusqu'au delà de cette date, jusqu'aux jours d'anarchie et de malaise universel qui l'ont préparée. Ce qu'il faut craindre, c'est que la nation n'en vienne de plus en plus à se dégoûter d'un régime de liberté et de discussion qui semble se transformer pour devenir toujours plus le régime de la diffamation et de l'injure. Quand un peuple en est au point de croire tout meilleur que ce qui existe, il est mûr pour la servitude. *Caveant consules !* Il n'y a plus de faute à commettre ni de temps à perdre. »

M. Méline écrit dans la *République française* :

« Pourquoi, avant de se retirer, n'a-t-il pas envoyé un message aux Chambres pour les mettre en demeure d'aviser sur une situation qui lui paraissait incompatible avec le rôle, la dignité, l'autorité nécessaires d'un chef d'Etat ? pourquoi ne les a-t-il pas invitées à faire respecter la Constitution en faisant respecter sa personne, et, si les lois existantes étaient insuffisantes pour cela, à en faire d'autres ? »

M. Ch. Laurent, dans le *Jour*, dit :

« La démission de M. Casimir-Perier n'est pas une retraite : *c'est une défection* ».

M. Lucien Millevoye dans la *Patrie* :

« Un homme !... Un homme pour relever ce peuple, pour lui rendre la confiance, la sécurité, l'unité morale et politique..., un homme pour apaiser par les bienfaits les haines sociales..., un homme, citoyen ou soldat, mais un homme! La France éperdue le réclame et l'attend ! »

M. Ranc, dans *Paris* :

« C'est une faute grave que commet M. Casimir-Périer, et nous qui, dans ce journal, avons toujours demandé que sa personnalité fût tenue en dehors des polémiques, nous qui l'avons défendu contre ceux qui l'outrageaient et contre ceux qui voulaient l'accaparer, nous avons le droit de lui dire que sa résolution n'est pas digne de sa fermeté d'âme et de son patriotisme. »

M. A. Dudouyt, dans la *France* :

« En vérité, les petits-fils ne valent pas les grands-pères. »

La *Cocarde* :

« L'événement d'aujourd'hui est un des instants de la Révolution sociale, qui s'accomplit lentement, que servent ceux-là mêmes qui prétendent lui résister et qu'aucun pouvoir ne peut désormais empêcher de s'accomplir ».

La *Croix* :

« Il n'a pas su porter les responsabilités civiles, parce qu'il a refusé de se conduire en vrai chrétien. »

La *Gazette de France* :

« Nous n'avons plus de gouvernement effectif. — Allons-nous avoir l'Anarchie officielle ?

» Quel Français osera encore dire, après cette série d'expériences malheureuses du régime républicain, que la République peut assurer le fonctionnement d'un gouvernement régulier et protecteur.

» C'est bien le commencement de la fin. »

La *Vérité* :

« Bien que M. Casimir-Périer ait affecté, comme son prédécesseur, de ne jamais prononcer le nom de Dieu, le Ciel n'a point donné sa démission du gouvernement général des choses d'ici-bas. »

Le *Monde* :

« Le pays avait compté sur M. Casimir-Périer pour inaugurer une politique d'ordre, de justice et de liberté, pour s'opposer à la démagogie. Et le voilà qui s'en va aux premières difficultés; il se défile pitoyablement, se déclarant incapable de débrouiller une situation que ses prédécesseurs, qui n'étaient cependant pas des aigles, ont débrouillée tant de fois.

» Tout ceci est lamentable et resterait sans explication, si derrière les hommes qui s'agitent on ne savait qu'il y a la main de Dieu qui les mène.

» Et cette pensée nous empêche de désespérer.

» L'abbé Naudet. »

Dans l'*Univers*, M. Eugène Veuillot qualifie de désertion la démission de M. Casimir-Périer : « C'est faute de doctrine et de caractère qu'il a manqué l'œuvre d'apaisement. » Et, à la suite de son article, M. Veuillot enregistre le « cri du bourgeois » : Où est César ?

LA PRESSE ÉTRANGÈRE

EN ANGLETERRE

Du *Daily News* : « M. Casimir-Périer a plongé la France dans la confusion politique plutôt que de conserver les *lourdes fonctions d'un poste périlleux*. »

Du *Standard* : « La grande nation offre un spectacle lamentable. Il n'y a personne pour la tirer du bourbier où elle est tombée. »

Du *Morning Post* : La France ne peut faire aucun progrès tant qu'elle aura des hommes politiques qui prennent l'existence pour une comédie de salon. »

Du *Times* : « M. Casimir-Périer a encouru une lourde responsabilité devant ses contemporains et devant l'histoire. »

EN ITALIE

Le *Giornale*, nouvel organe de M. Crispi, constate qu'il y a conflit entre le suffrage universel et le pouvoir constitué.

Du *Messager* :

« Cette démission ouvre une situation terrible. »

Les autres journaux n'ont pas encore de commentaires.

EN SUISSE

Du *Journal de Genève* :

« Cette démission est un avertissement sérieux donné à la France du danger d'une politique sans base et sans principe. »

EN RUSSIE

Les journaux ne commentent encore que la crise ministérielle.

Le *Journal de Saint-Pétersbourg* la considère comme très fâcheuse. Elle va retarder encore l'œuvre législative.

La *Gazette de la Bourse* envisage l'éventualité d'une dissolution.

Terrible catastrophe aux Etats-Unis
PRES DE DEUX CENTS VICTIMES

New-York, 16 janvier. — Un incendie a éclaté hier au dépôt des marchandises de la garde de Butte (Etat de Montana), où se trouvaient plusieurs wagons chargés de poudre. Pendant que les pompiers étaient à l'œuvre, les flammes s'étaient communiquées à l'un des wagons, une explosion formidable eut lieu. Plusieurs personnes furent tuées.

En dépit du danger, les pompiers continuèrent leur besogne, quand soudain une autre explosion et plus violente que la première, se produisit; toutes les personnes qui se trouvaient près du lieu du sinistre furent renversées et des débris projetés à une distance de plus de deux milles blessèrent des personnes au centre de la ville.

Pendant que les pompiers et les personnes qui avaient pu se relever cherchaient un refuge, une troisième explosion eut lieu. La ville entière fut secouée comme par un tremblement de terre. C'était un magasin adjacent renfermant une poudre d'une extrême violence.

Tous les pompiers, à l'exception de deux, ainsi qu'un grand nombre de spectateurs, furent tués ou blessés. Des agents de police et des infirmiers des hôpitaux, qui étaient accourus pour organiser les secours, périrent ou furent blessés par les explosions successives.

Soixante cadavres mutilés ont été retrouvés ; mais le nombre des victimes est de soixante-quinze, celui des blessés de cent. Quelques-uns de ces derniers ne survivront pas à leurs blessures.

Les pertes matérielles sont évaluées à cinq millions de francs.

La ville est consternée.

NOUVELLES DU JOUR

Les scandales

Paris, 16 janvier. — La crise gouvernementale semble avoir eu cet après-midi son contre-coup au Palais de Justice.

MM. Dopffer, de Cosnac, Brossart-Marcillac n'ont interrogé ni détenus ni témoins. On conçoit l'embarras et la réserve de ces messieurs.

Le banquet Puvis de Chavannes

Paris, 16 janvier. — Le banquet Puvis de Chavannes a eu lieu ce soir à l'hôtel Continental. Six cents convives avaient répondu à l'appel de M. Rodin, organisateur de cette fête de l'art français.

Parmi les convives, on a remarqué MM. Leygues, Poincaré et Bourgeois qui ont causé longuement. L'art n'était certainement qu'un accessoire dans ce long entretien qui a été fort remarqué.

Tout ce que Paris compte d'artistes, de savants et de littérateurs assistait au banquet.

Inondation à Lunéville

Lunéville, 16 janvier. — La *Vezouze* est montée subitement cet après midi à 2 heures et a inondé un quartier de la ville. Les habitants sont en péril. Le tocsin sonne : on va tenter le sauvetage.

L'affaire de la « Libre Parole »

Dans un article des plus violents intitulé : « Un coup d'Etat à la *Libre Parole*, — Odelin-la-Crapule, » M. Drumont annonce qu'un administrateur provisoire vient d'être donné à la *Libre Parole*.

M. Drumont prétend qu'il y aurait là un coup de M. Casimir-Perier pour faire disparaître son journal, coup auquel se serait prêté, par ambition ou par convoitise, *M. Odelin, ancien conseiller municipal de Paris*.

M. Odelin, qui était le représentant de M. Drumont, aurait, d'après ce dernier, présenté un faux bilan, déclarant que le journal était perdu. M. Drumont, dans son ignorance des chiffres, se serait laissé mettre dedans.

En terminant, le rédacteur en chef de la *Libre Parole* déclare qu'il est propriétaire du titre du journal et qu'il défendra les intérêts des lecteurs et les droits des porteurs de parts.

Victoire des Italiens en Abyssinie

Paris, 15 janvier. — Une dépêche, de source italienne, annonce que le général Baratieri, arrivé à l'improviste le 12 janvier à Coatil, a attaqué le 13 l'ennemi qui comptait *dix mille fusils*.

Rasmangscha surpris a été obligé de se replier au pied des monts Goudé où, poursuivi par les Italiens, il a subi dans la journée deux nouveaux échecs.

Les fusillades ont duré toute la journée. Rasmangscha a éprouvé des pertes considérables; celles des Italiens seraient de peu d'importance.

Rome, 16 janvier. — On mande de Massouah que le général Baratieri télégraphie de Coatil à la date d'hier, que les Tigrins continuent leurs attaques et leurs escarmouches et qu'ils sont repoussés avec de grandes pertes.

Le Ras-Mangscha a levé le camp précipitamment et s'est retiré en déroute vers Sci-Mazana. Le général Baratieri le poursuit. Pendant les deux journées des 13 et 14 janvier, les Italiens ont eu environ 120 morts et 90 blessés. Les Tigrins ont perdu un grand nombre de soldats, beaucoup de sous-chefs et sept chefs principaux.

Rome, 16 janvier. — Ce soir, le steamer le *Pô* est parti pour Massaouah, avec 32 officiers et 645 soldats.

M. Crispi, au nom du conseil des ministres, a adressé des félicitations au général Baratieri.

Situation critique de la laine

XXXIe ARTICLE

I

Le commerce de Mazamet se plaint fort de l'année 1894. « Les résultats de cette campagne ont été déplorables ». M. A. Bonnafous, courtier-juré, n'hésite pas à dire que « les cours des laines, *successivement* affaiblis par l'influence néfaste des marchés à terme, sont tombés à un niveau inconnu jusqu'à ce jour. »

On ne fera, en effet, croire *à personne que* le jeu de Roubaix-Tourcoing, dont le but est d'entretenir la baisse de plus en plus prononcée du peigné, on ne fera *croire à personne* que ce jeu puisse faire remonter les articles de Mazamet, destinés à être transformés en *laine peignée*.

Ces plaintes ne sont-elles pas légitimes ?

Les importations des laines sur peau sont considérables ; elles occupent une population ouvrière très *intéressante*.

Cette baisse est d'autant plus déplorable que les cuirots sont délaissés par l'exportation, uniquement parce qu'on en a trop produit en France, en Belgique et en Angleterre.

Un de nos amis pense qu'il faut couper le cou à 50 millions de moutons si l'on veut voir les affaires reprendre.

Il était donc sage de ne pas encourager la production de la laine brute par des achats directs qui ont un instant donné le change à tous sur les vraies raisons de ces opérations.

⁂

M. Bonnafous pense que le remède à l'état de choses qu'il déplore est dans 1° la *suppression des marchés à terme* « qui vilipendent la laine sous l'audacieux prétexte de la réglementer ; 2° une plus prudente répartition des ordres d'achat sur les marchés d'origine. »

Nous n'avons jamais dit autre chose.

⁂

Un autre observateur constate que les « *bénéficiaires* mêmes de la spéculation, restés froids, » ironiques, sentent aujourd'hui le terrain glisser » sous leurs pieds et commencent à se défendre. »

Cet écrivain croit qu'on a simplement voulu avoir l'air de faire quelque chose, en haut lieu, en publiant les anodines déclarations de la *Caisse de Liquidation*.

Il y a beaucoup de vrai dans ces quelques mots.

Il faut que tous les commerçants organisent un pétitionnement contre le terme, car aujourd'hui l'alternative est fatale : sombrer ou se retirer des affaires.

Cet avis, pour venir un des derniers, n'est pas des moins bons.

⁂

Un de nos vieux amis nous dit aujourd'hui combien il approuve, la vigoureuse campagne contre le jeu déplorable du peigné, qui est en train de ruiner cet article ». Son avis est qu'il y a « trop de gens intéressés à ces *coups de bourse* pour espérer un revirement complet ».

On avait déjà, à Roubaix-Tourcoing, joué sur les cafés, les pétroles, le coton, etc... Chacun sait quelles ruines se sont ainsi produites.

Pourquoi le jeu sur la laine paignée aurait-il une autre conséquence !

⁂

Le malheur veut qu'on ne joue pas seulement sur la laine brute, dont on pourrait se soucier plus ou moins, mais sur la laine peignée qui s'augmente des frais importants de transports de triage, de peignage, de crédit, etc.

Le propre du joueur est de rapprocher sans cesse le prix de l'*article transformé* du prix de l'*article brut*. Alors les frais ci-dessus, qui intéressent un si grand nombre d'individus, lui semblent des quantités négligeables, et, de fait, *elles disparaissent dans* la noyade du peigné, au fond du gouffre de la spéculation,

Plus on étudie ce problème du jeu, plus on découvre ses laideurs commerciales et ses erreurs économiques.

⁂

Les acheteurs du brut en 1893-94 ont été relativement heureux. Quel sera leur sort en 1894-95 ?

Dès le mois de septembre 1893, ils pouvaient vendre, sur les 3 mois, des peignés à 4.60|50. (Les cours officiels de septembre sur novembre ont été 4.67 1|2, 4.60, puis 4.42 1|2). Dès lors la baisse s'est accentuée. Le coup était fait !

Le spéculateur en brut a pu ainsi se liquider avantageusement, en laissant, à ses acheteurs, la perte à venir. La dégringolade a commencé.

Les cours se sont effondrés ! Cela n'empêche pas certains intéressés de dire que le terme est un bien, *un régulateur des cours*.

En ne considérant que l'histoire du brut, on serait porté à croire que la prudence a présidé aux opérations de 1894. Et bien, nous savons aujourd'hui que les importations, par Dunkerque, ont été de :

En 1893........ 135.524 balles
En 1894........ 171.000 »

Qu'on s'étonne, après cela, des cours fermes de Sydney et de Melbourne, quand, pour la première série des enchères de Londres, qui va commencer, on donne des limites absolument renversantes.

— Pourquoi ces limites se présentent-elles ainsi ?

— Uniquement parce que le *terme est un excellent régulateur*.

Ecoutez les gémissements du commerce sérieux ; ils se terminent par la même formule :

— De ce régulateur, délivrez-nous, Seigneur !

II

Le tableau synoptique de M. Ferd. Lapersonne, courtier-assermenté à Tourcoing, donne une idée du stock en Type 1 en 1894 :

Janvier.....	1.675.000	Report...	15 202.000
Février.....	»	Août.......	4.502.000
Mars	1 340.000	Septembre...	4.604 00
Avril.......	2 030.000	Octobre	4.446 000
Mai.........	2.850.000	Novembre...	3.949.000
Juin........	3.420.000	Décembre .	3.204.900
Juillet	3.887.000		
			35.907 000

A Reporter.. 15.202.000

Au commencement de l'année, les cours ont flotté, de janvier au milieu d'avril de 4,37 1|2 à 4,30 et 4,40. A partir de cette époque, *la baisse se prononce*; et non seulement elle se prononce mais *les quantités sur lesquelles on joue augmentent dans une proportion inouïe.* Quelle logique !

⁂

Alors qu'en septembre, le peigné à livrer était à 4,22 1|2, cet enfant de la spéculation de juin (on cotait à ce moment 4,40) s'offrait à 3. 32 1|2 pour fin novembre !

Quel père ! quel fils !...

N'y a-t-il pas là une série de raisonnements attribuables seulement à des fous ?

N'y trouverait-on pas, en même temps : aberration d'esprit, nécessité redoutable ou fourberie ?

Que d'autres en décident !

Ce que nous savons c'est que, en mai 1894, la laine brute se releva un peu; tout aussitôt le marché à terme se mit fortement à la baisse.

⁂

Les quantités du marché à terme *n'ont rien d'effrayant* jusqu'en mai 1894, mais juin ouvre une période tout autre, avec kil. 3.420.000. En juillet, août, septembre, octobre, 17.439.000 kilos ! C'est une quantité mensuelle moyenne de 4.359.750 kilos.

Voilà donc une année de 36 millions de kilos, coûtant 4.40, aux cours de fin 1893, qui se liquide au prix moyen de 3.90 (1). Perte énorme !

⁂

Anvers n'a pas été privilégié.

Aux 21.000.000 k. de son peigné à terme; s'ajoutent les 36.000.000 » pour Roubaix-Tourcoing.

Total 57.000.000 k. à 4,40 soit 250.800 000 francs!

Il ne manque plus que le chiffre de Leipzig. On saura alors quel *régulateur* le terme a été pour la laine peignée.

⁂

Voici, pour l'édification de tous et la condamnation du terme, les chiffres fournis par le tableau de M. Lapersonne.

Il s'agit du type 1, (2).

1° *Janvier*, fluctuations sur *mars.*

1889...........	5.375	5.325	5.30
1890...........	6.20	6.10	6.025
1891...........	5.625	5 45	5.375
1892...........	4.725	5.52 1|2	4.475
1893...........	4.60	4.625	4.575
1894...........	4.37	4 30	4.25

2° *Février* fluctuations sur *Avril* :

1889...........	5 275	5.20	5.375
1890...........	6	6.125	6 25
1891...........	5.375	5.35	5.375
1892...........	4.50	4.40	4.40
1893...........	4.60	4.625	4.775
1894...........	4.275	4.35	4.275

3° *Mars* fluctuations sur *Mai* :

1889...........	5.40	5.475	5.45
1890...........	6.30	6 225	6.075
1891...........	5.40	5.475	5 45
1892...........	4.40	4.375	4 35
1893...........	4.775	4.90	5.10
1894...........	4.275	4.25	4.35

4° *Avril* fluctuations sur *Juin* :

1889...........	5 475	5.65	5.875
1890...........	6.075	6.00	5.55
1891...........	5.60	5 525	5.50
1892...........	4.50	5 525	4 80
1893...........	5 125	5.00	4.80
1894...........	4.375	4.20	4.15

On commence à voir les beautés du terme si l'on observe bien ces chiffres :

1890...........	6.075	6	5.55
1892...........	4.50	5 225	4 80
1893...........	5.125	5	4.80

Toutes ces fièvres dans le même mois !...

⁂

5° *Mai* fluctuations sur *Juillet* :

1889...........	5.875	5.95	5.875
1890...........	5.575	5.725	5 625
1891...........	5 50	5.55	5.45
1892...........	4.825	4 725	4.70
1893...........	4.975	5.875	4.85
1894...........	4.125	4.025	3.95

6° *Juin* fluctuations sur *Août* :

1889...........	5.90	5.875	5 95
1890...........	5.525	5.35	5.575
1891...........	5 475	5 575	5 55
1892...........	4.825	4.775	4.65
1893...........	4.90	4.875	4 775
1894...........	3 975	4.40	4.325

7° *Juillet* fluctuations sur *Septembre* :

1889...........	6.025	6.375	6.10
1890...........	5 55	6.05	5 90
1891...........	5.55	5.65	5.40
1892...........	4.675	4 725	4 60
1893...........	4.80	4.85	4 675
1894...........	4.325	4.35	4.10

La marche de ce mois est celle d'un épileptique.

III

8° *Août* fluctuations sur *Octobre* :

1889...........	6.10	6.20	6.10
1890...........	6.175	6.575	6.75
1891...........	5.375	5.425	5.125
1892...........	4.70	4 825	4.70
1893...........	4.70	4.60	4.65
1894...........	4.10	4.25	4.15

Observez ceci :

1890...........	6.175	6.575	6.75

Puis cela :

1891	5.375	5.425	5.125

Deux marches contraires.

Le mois d'août est celui des vacances et le plus sacrifié de tous les mois. Le vrai joueur à terme ne connaît pas le repos ; en 1894, il a lancé à Roubaix-Tourcoing 4.502.000 kil. de peigné à 4,15; c'est-à-dire pour fr. 18.683.300 de laine.

Il réfléchit sur la façon dont il va disposer le régulateur de la laine. Attention !...

9° *Septembre* sur *Novembre* :

1889...........	6.10	6 175	6.275
1890...........	6.60	6.70	6.50
1891...........	5 125	5.175	5
1892...........	4.75	4.725	4.425
1893...........	4 675	4.60	4.425
1894...........	4 20	4.225	3.95

Chacun sait que, dans ce mois, les affaires commencent à reprendre de la vigueur. On le pensait encore en 1889 et un peu en 1890, mais après le terme change tout cela, et, au lieu de voir l'affermissement des prix, nous assistons à la baisse continuelle du peigné...

Le régulateur opère dans le sens opposé au bon sens et à la logique des choses.

10° *Octobre* sur *Décembre* :

1889...........	6.275	6.225	6.275
1890...........	6.47	6.325	6 20
1891...........	5	4.97	4 875
1892...........	4.45	4.475	4 50
1893...........	4.375	4.325	4.325
1894...........	3.875	3 625	3.65

Pour apprécier la beauté du *régulateur*, examinez ces 2 lignes :

1889...........	6.275	6.225	6.275
1894...........	3.875	3.625	3.65

Puis celle de la différence par k. :

de peigné.....	2.400	2 600	2.625

⁂

11° *Novembre* sur *Janvier* :

1889...........	6.225	6.425	6.375
1890...........	6.15	5.775	5.325
1891...........	4.875	4 90	4.675
1892...........	4 475	4.575	4.775
1893...........	4.325	4.20	4 225
1894...........	3.60	3.40	3.325

Offrons ceci, comme hommage de reconnaissance, aux protecteurs du terme :

1889...........	6.225	6.425	6.375
1894...........	3.60	3.40	3.325
Différences...	2.625	4.025	3.030

Différence par k. 3 fr. !!!

12° *Décembre* sur *février.*

1889...........	6 375	6 10	6 17
1890...........	5.35	5.45	5.50
1891...........	4.675	4 70	4 65
1892...........	4.675	4.275	4.55
1893...........	4 25	3 375	4.25
1894...........	3.325	3.375	3.325

D'où :

1889...........	6 375	6.10	6.17
1894...........	3 325	3.375	3.325
Différences...	3.050	2.725	2.845

⁂

De 1889 à 1894 :

Le plus haut cours a été 6.75 le 30 octobre 1890
Le plus bas cours a été 3.325 en nov. et déc. 1894

Différence.... 3.425 par kilo.

Précédemment, nous avons montré la baisse de la laine brute. Que dire de cette chute de 50 0|0 ?

Prenez 6 fr. comme moyenne des cours élevés de 1889 et 1890, la différence est encore de 44 1|2 0|0.

Ainsi nous prouvons que c'est mentir sciemment, c'est-à-dire par intérêt ou par ignorance, c'est-à-dire par bêtise que de dire : *le terme est le régulateur de la laine*. La laine brute a baissé de 15 à 25 0|0. Il y a donc excès de 20 0|0 du côté de ce terme qui se charge d'enlaidir la situation et de compromettre une foule d'intérêts.

⁂

Le terme a commencé à fonctionner vers la fin de 1888. Voici son bilan pour cette première année :

Octobre....	5.625	5 60	5 65	5.825
Novembre..	5.75	5.60	5.65	5.55
Décembre..	5.50	5.30	5 325	5.325

Dès 1889, la danse de Saint-Guy commence. On s'étonne du bonheur des *joueurs à la hausse*, mais commence bientôt un mouvement en sens contraire, ouvrant la période la plus décourageante que l'histoire de la laine peignée puisse enregistrer.

⁂

L'année 1894 aurait dû terminer un roman économique qui étonnera les siècles par l'audace et le cynisme des uns, l'insouciance et l'impassibilité des autres et par les épreuves de tous.

Parlera-t-on de la sérénité des administrations qui plane au-dessus de ce monde agité, tourmenté, désolé et désorienté? A quoi bon? Il est prouvé que rien n'est à faire dans ce conflit d'intérêts si opposés les uns aux autres.

— Vous sentez-vous gouvernés, c'est-à-dire éclairés, instruits, dirigés, *protégés ?*

On dirait vraiment que les pertes immenses qui s'accomplissent n'affaiblissent pas le plus beau des *commerces, et ne diminuent* pas la fortune publique ! Que de responsabilités engagées !

Emile Lefèvre.

CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUBAIX

Séance du 11 janvier 1895

Présidence de M. Julien Lagache.

Onze membres présents.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté sans observations.

Il est donné lecture d'une lettre de M. le Ministre des Affaires Etrangères témoignant toute sa satisfaction pour l'accueil particulièrement *courtois* que M. Bruwaert, consul général de France à New-York, a rencontré auprès de la Chambre de commerce de Roubaix et l'empressement que M. le Président a mis à lui faciliter le moyen d'entrer en rapports avec les commerçants et industriels de la région.

Le 11 octobre dernier, la Chambre de Commerce avait transmis à M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, en la recommandant vivement, une requête des négociants et industriels de Roubaix tendant à obtenir que le bureau de douane de Mouscron reste ouvert aux déclarations de marchandises destinées à la Belgique.

Il résulte de la réponse du représentant du gouvernement français à Bruxelles que le Ministre des Finances de Belgique n'a pas jugé possible d'accéder à cette demande et de prononcer le rappel des mesures *récemment prises.*

La réglementation qui régit le service de la douane belge a été adoptée dans le but de concentrer autant que possible les opérations dans les entrepôts publics où l'administration dispose d'agents expérimentés et d'un service de contrôle, continu dont l'équivalent ne pourrait évidemment pas être organisé dans les nombreux bureaux d'entrée ouverts aux diverses frontières. Contrairement à ces dispositions, les agences en douane auraient étendu leurs opérations de telle sorte que le premier bureau d'entrée de Mouscron se serait transformé en une véritable succursale d'entrepôt ouverte à la déclaration des marchandises de toute espèce et pour toute destination. Il *résulterait de cette situation* de longs retards dans les expéditions des marchandises et des détours qui ne pourraient qu'être préjudiciables aux industriels eux-mêmes.

Le Gouvernement belge fait en outre observer que si une faveur particulière était consentie pour le bureau de Mouscron, l'administration ne pourrait se dispenser d'agir *de même à l'égard des très* bureaux-frontière d'une importance équivalente, ce qui créerait une situation onéreuse pour les intérêts du Trésor.

M. le Président soumet à la Chambre les divers questionnaires posés par la commission permanente des valeurs de douanes pour l'année 1894. — La Chambre indique les réponses à faire aux questionnaires concernant :

1° les tissus de laine mélangée (laine dominante) pour robes.

2° Les tissus de coton mélangé (coton dominant).

3° Les draperies pour hommes.

4° Les fils de laine tant à l'exportation qu'à l'importation.

Elle renvoie à M. Ferdinand Leborgne le questionnaire relatif aux tissus pour ameublement, et à M. Eugène Motte le questionnaire *concernant les laines brutes.*

La Chambre de Commerce de Roubaix constate avec une pénible appréhension que les municipalités de Roubaix et de Tourcoing ne prennent pas les mesures suffisantes pour assurer la sécurité de l'industrie; que malgré les observations qui leur ont été faites en temps et heure sur l'urgence absolue qu'il y avait non seulement à développer le débit des eaux en le portant à cent mille mètres cubes, mais encore à en garantir la régularité par tous les moyens, les villes de Roubaix et de Tourcoing ont vu pendant cinq grands jours le travail complètement suspendu du fait d'une imprévoyance regrettable, et ont acquis la triste certitude que leur industrie, qui est la vie même de leur nombreuse population, restait toujours à la merci d'une rupture de tuyau ou d'un accident de machine.

Les *municipalités* semblent ne vouloir user de leur monopole que pour en tirer avant tout de gros bénéfices, sans souci des intérêts de l'industrie qui, non seulement paye l'eau à chers deniers, mais qui en voit encore le prix doublé par l'effet des arrêts partiels qu'amène fréquemment l'insuffisance du débit, et par suite des arrêts complets que le moindre *accident peut causer.*

Les délibérations prises de commun accord par les Chambres de Commerce de Roubaix et de Tourcoing il y a plus de dix-huit mois sont restées lettres mortes. La Chambre de Commerce de Roubaix ne peut oublier, d'ailleurs, que les présidents des deux Chambres, avec le seul rapporteur de la Commission, n'ont pu être entendus que huit mois après en avoir fait la demande et l'avoir plusieurs fois réitérée. Il ne lui reste donc d'autre voie, pour dégager sa responsabilité, que de confirmer de nouveau les conclusions du rapport présenté collectivement, les 17 et 19 octobre 1893, et de laisser le public juge de l'imprévoyance des municipalités.

Le Président, Julien Lagache.

Situation météorologique. — Roubaix, 16 janv. — Hauteur barométrique : 742. Température :
A 7 heures du matin 3 degrés au-dessus de zéro.
A 1 — du soir 5 — au-dessus de zéro
A 5 — — 2 — au-dessus de zéro

CHRONIQUE LOCALE

ROUBAIX

Avis militaire. — Les anciens militaires titulaires de la gratification de réforme renouvelable, sont invités à se présenter à la gendarmerie, rue des Arts, pour retirer leur mandat.

Un enfant grièvement blessé, rue Newton. — Quelques enfants jouaient, mercredi après-midi, devant la demeure de leurs parents, rue Newton, quand vint à passer un chariot, dont l'une des roues fit tomber une palissade qui atteignit un petit garçon de cinq ans, César Bocktaels.

Le jeune blessé a été transporté aussitôt à la *Pharmacie populaire*, Grand'Rue, où M. Delcueillerie, médecin, a constaté qu'il avait la cuisse droite fracturée, et une blessure assez profonde à la figure.

M. Vancostenoble, commissaire de police, a ouvert une enquête.

---

(1) Prix moyen : environ 7 mois à 4.15 ; 1 mois à 4 fr. ; 2 mois à 3.75 ; 2 mois à 3.325.

(2) Nous donnons approximativement le commencement, le milieu et la fin de chaque mois.